



RAPPORT ANNUEL

2023-2024



CGIPN / FNIGC

Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations
First Nations Information Governance Centre



Mt. Seymour, North Vancouver, British Columbia, Canada



TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CGIPN	4
BUREAU DE DIRECTION	8
RESSOURCES HUMAINES	10
ÉDUCATION ET FORMATION	11
STRATÉGIE DE GOUVERNANCE DES DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS	14
RECHERCHE ET INFORMATION	17
PCAP® ET GOUVERNANCE DE L'INFORMATION	22
NOTRE IMPACT	34
CONSEIL D'ADMINISTRATION, MEMBRES, PERSONNEL	36
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS	39
IN MEMORIAM	52



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Lorsque je repense à mes quatre années en tant que présidente du conseil d'administration du CGIPN, je suis reconnaissante de faire partie d'une organisation qui crée et ouvre la voie à l'affirmation de la souveraineté des données axée sur les Nations.

Lorsque j'ai assumé le rôle de présidente en septembre 2020, le pays était encore en pleine crise de pandémie mondiale, avec plus d'un million de décès liés à la COVID-19 à l'échelle mondiale et un vaccin encore plusieurs mois en attente. Le CGIPN s'est retrouvé face à une situation sans précédent et a réagi rapidement en se tournant vers un environnement de travail à distance, tout en naviguant les nombreux problèmes techniques et technologiques. Depuis, le CGIPN a rouvert ses bureaux à Akwesasne et Ottawa pour ses employés, tout en continuant à soutenir le travail à distance pour ceux qui le souhaitent.

Les restrictions ont également créé des défis particuliers pour les communautés des Premières Nations, contraignant de nombreuses d'entre elles à fermer leurs portes aux visiteurs, ce qui a compliqué le travail de l'équipe de gestion des enquêtes du CGIPN. Cela a entraîné l'arrêt de la collecte de données pour l'Enquête sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi des Premières Nations et a exigé une révision des méthodes de collecte pour la Phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations.

Durant cette période, le CGIPN a également réalisé un travail supplémentaire à la demande du gouvernement fédéral, en rédigeant et publiant un document pour soutenir les efforts de préparation aux situations d'urgence liées à la COVID-19 dans les réserves des Premières Nations et les communautés du Nord. Parallèlement, l'organisation a réussi à lancer un nouveau site web, à modifier et relancer son cours en ligne populaire, *Les Fondamentaux des principes de PCAP®*, et à mettre en œuvre la Phase 1 de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations. Je suis fière de faire partie des membres dévoués du conseil d'administration du CGIPN qui supervisent et guident ce travail essentiel.



Leona Star

Présidente du conseil
d'administration du CGIPN



Au cours de ces années difficiles, il est évident pour moi que le CGIPN a non seulement survécu, mais prospéré, en doublant son personnel et en multipliant considérablement son travail essentiel sur la souveraineté des données.

Le CGIPN a toujours été attentif aux besoins spécifiques en matière de données des Nations, en comblant les lacunes pour mieux soutenir et développer des programmes et services adaptés aux besoins de chaque Nation. La vision et la mission du CGIPN en matière de souveraineté des données sont fermement établies et représentent une source d'inspiration pour moi et pour notre conseil d'administration.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à remercier le personnel du CGIPN et nos partenaires régionaux pour leur passion et la persévérance dont ils ont fait preuve cette année—et au fil des années—alors que nous travaillons ensemble pour le bien-être des générations futures.

Leona Star,
présidente du conseil
d'administration du CGIPN



RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CGIPN

ÉTAT DES RÉSULTATS

L'exercice 2023-2024 a marqué une période de changement et de renouveau pour le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN), alors que nous poursuivons notre parcours collectif pour défendre la souveraineté des données des Premières Nations. Avec notre Vision et notre Mission en guise d'étoile polaire, nous avons fait progresser ces objectifs générationnels de multiples façons, notamment grâce à notre initiative d'enquête fondamentale (la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations et l'Enquête sociale régionale des Premières Nations), aux produits d'application des connaissances, aux publications de recherche et aux progrès dans la mise en œuvre de la phase 1 de la stratégie historique de souveraineté des données des Premières Nations.

Le parcours unique du CGIPN en matière de souveraineté des données a commencé pour de bon en avril 2010, lorsque nous nous sommes constitués en organisme sans but lucratif constitué en vertu d'une loi fédérale. Depuis, le CGIPN fonctionne en vertu d'un mandat de l'Assemblée des chefs des Premières Nations (résolution no 48/2009) et est régi par un conseil d'administration nommé à l'échelle régionale.

Depuis 2010, le CGIPN est passé d'une petite organisation axée sur l'avancement de son important travail d'enquête sur la santé et le bien-être des Premières Nations à une solide organisation nationale à multifacettes dont la vision est de voir chaque Première Nation atteindre la souveraineté en matière de données conformément à sa vision du monde distincte.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour promouvoir cette vision, le CGIPN préconise un consentement libre, préalable et éclairé, respecte les relations de nation à nation et reconnaît les coutumes distinctes des nations.

Au cours de l'exercice 2023-2024, le CGIPN a poursuivi son travail d'enquête de base avec nos partenaires régionaux, y compris la collecte de données pour la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN ou ERS), et le travail essentiel d'élaboration de contenu et de mobilisation pour l'Enquête sociale régionale (ESR) des Premières Nations.



Jonathan Dewar
Président-Directeur Général,
CGIPN



2023 a également marqué le 25e anniversaire des principes de PCAP® des Premières Nations, que nous avons souligné en lançant une version remaniée du cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP® et en dévoilant un tout nouveau logo. Le nouveau cours comprend des illustrations originales d'artistes des Premières Nations, des voix d'acteurs des Premières Nations, ainsi que d'importantes mises à jour du contenu.

En ligne, notre présence et notre réputation ont poursuivi leur tendance à la hausse depuis plusieurs années, le site Web du CGIPN ayant reçu plus d'un demi-million (508 000) de pages consultées, ce qui représente une augmentation de 93 % par rapport à l'exercice précédent et constitue un record historique pour l'organisation.

De plus, le CGIPN a également été fier d'annoncer les bénéficiaires de la 13e bourse d'études annuelle du CGIPN, qui est décernée chaque année à des étudiants exceptionnels des Premières Nations qui sont inscrits à un programme postsecondaire dans le domaine de la santé, des sciences sociales ou des sciences appliquées, qui ou étudient des questions liées à la souveraineté des données des Premières Nations.

Le présent rapport annuel fournit des détails sur ces activités, ainsi que des aperçus des travaux entrepris dans l'ensemble de l'organisation entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024.

Le CGIPN donne la priorité aux travaux qui soutiennent les Premières Nations au niveau communautaire, et le travail accompli ici appartient au personnel du CGIPN et à nos partenaires régionaux dans tout le pays.

Réfléchir aux réalisations de mes collègues à travers le pays au cours des 12 derniers mois m'inspire et m'enthousiasme pour ce qui nous attend dans les mois et les années à venir.

Je ne pourrais pas être plus heureux de reprendre ce chemin commun avec cette équipe incroyable du FNIGC. Je me réjouis de continuer à œuvrer en faveur de la souveraineté des données pour toutes les Premières Nations d'un océan à l'autre.

Jonathan Dewar

Président-Directeur Général, CGIPN



BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Conformément à la politique du CGIPN, le budget de fonctionnement annuel est élaboré et présenté au conseil d'administration pour approbation avant le début de l'exercice. Le budget de 2023-2024 fournit la feuille de route financière de l'organisation qui tient compte de toutes les dépenses prévues, comme les salaires du personnel, les opérations, les projets et les transferts régionaux pour l'exécution des programmes.

Le budget de 2023-2023 du CGIPN a tenu compte des dépenses historiques et engagées, des rajustements prévus des dépenses de fonctionnement et des transferts de programmes régionaux par rapport à toutes les sources de revenus. Les revenus du CGIPN sont principalement tirés d'ententes contractuelles avec le gouvernement fédéral pour les processus d'enquête nationale qui sont appuyés par Services aux Autochtones Canada (SAC). En outre, le CGIPN a reçu un financement de SAC pour soutenir la phase 1 de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN).

Cette année, d'autres possibilités avec d'autres bailleurs de fonds (y compris des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux) se reflètent dans les états financiers de fonctionnement du CGIPN.

Les inscriptions au cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP®, dont une nouvelle version a été lancée à l'automne 2023, ont également généré des recettes. (Vous pouvez en savoir plus au sujet du cours sur les principes de PCAP® à la page 11.)



VÉRIFICATION FINANCIÈRE

Le 14 août 2024, MNP, le cabinet de vérification du CGIPN, a présenté les résultats de la vérification de 2023-2024, qui comprenaient un examen des états financiers vérifiés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 au conseil d'administration du CGIPN.

MNP a fait rapport d'une vérification sans réserve, sans constatations importantes. Le Conseil d'administration a accepté le rapport du vérificateur tel quel et l'a soumis aux membres du CGIPN à son assemblée générale annuelle le 10 septembre 2024, qui s'est tenue le 10 septembre 2023 à Whitehorse, au Yukon. Pour lire les états financiers vérifiés du CGIPN, allez à la page 39. (Document disponible en anglais seulement).





BUREAU DE DIRECTION

Composé de **Tania Budgell**, adjointe principale à la direction, et de **Elissa Roulette**, adjointe administrative et de programmation, le bureau de direction du CGIPN a pour mission de soutenir le travail de son directeur général et les activités de gouvernance de l'organisation.

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

En janvier 2024, Jonathan Dewar a repris le rôle de président-directeur général du CGIPN, après avoir été au sein de l'organisation de 2017 à 2022. Il a passé la majeure partie de sa carrière de plus de 20 ans à diriger des initiatives de recherche et d'application des connaissances pour des organisations nationales dirigées par des Autochtones. Au cours de cette période, son travail s'est concentré sur la gouvernance, la planification stratégique, la santé et le bien-être, la souveraineté des données, et la vérité, la guérison et la réconciliation.



Jonathan Dewar, président-directeur général, CGIPN
Kristine Neglia, gestionnaire principale, éducation et formation

GOVERNANCE

Membres corporatifs

Au cours de l'exercice 2023-2024, le CGIPN a accueilli trois nouveaux membres corporatifs en Colombie-Britannique : l'Union of British Columbia Indian Chiefs, le Sommet des Premières Nations et l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Avec cet ajout, le CGIPN compte désormais 14 membres corporatifs (voir la liste complète ci-dessous), qui sont notamment chargés de nommer des personnes pour siéger au conseil d'administration du CGIPN et des délégués pour assister aux réunions des membres.

- **Union des Mi'kmaq de Nouvelle-Écosse** (Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve)
- **First Nations Education Initiative Incorporated** (Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard)
- **Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador** (Québec et Labrador)
- **Chiefs of Ontario** (Ontario)
- **First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba** (Manitoba)
- **Federation of Sovereign Indigenous Nations** (Saskatchewan)
- **Alberta First Nations Information Governance Centre** (Alberta)
- **First Nations Health Council** (Colombie-Britannique)
- **Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique** (Colombie-Britannique)
- **Union of BC Indian Chiefs** (Colombie-Britannique)
- **Sommet des Premières Nations** (Colombie-Britannique)
- **Council of Yukon First Nations** (Yukon)
- **Nation dénée** (Territoires du Nord-Ouest)
- **Assemblée des Premières Nations** (membre sans droit de vote)



Conseil d'administration

Composé de représentants de 10 régions du Canada et de l'Assemblée des Premières Nations, le conseil d'administration du CGIPN gouverne, définit et est responsable de :

- l'orientation stratégique de l'organisation,
- la surveillance financière,
- veiller à ce que les exigences de l'entreprise soient respectées,
- veiller à ce que les objectifs à long terme et les orientations stratégiques soient atteints, et
- fournir des conseils et des informations sur les questions qui préoccupent le CGIPN.

Il existe quatre comités permanents du conseil d'administration : Exécutif, Finances et audit, Gouvernance et Politique. Ces comités examinent et formulent des recommandations sur des questions telles que les contrôles financiers et le budget, la performance et l'efficacité de la gouvernance, les politiques opérationnelles et la surveillance des activités de gouvernance.

Outre les réunions régulières d'une journée entière, des réunions du conseil d'administration portant sur des sujets en particulier sont organisées en ligne tout au long de l'année. Pour la santé de nos administrateurs, de notre personnel et des communautés que nous servons, le retour aux réunions en personne du conseil d'administration a été reporté à cette année.

En 2023-2024, les réunions du conseil se sont tenues dans les communautés de la Première Nation Whitecap Dakota (Saskatchewan), de Wendake – Nation huronne-wendat (Québec), et de la Première Nation Nipissing (Ontario). Nous sommes reconnaissants à ces communautés de nous avoir accueillis. Les réunions dans les réserves enrichissent notre gouvernance et permettent aux administrateurs d'approfondir leurs liens avec les communautés de nos régions.

Le conseil d'administration du CGIPN (en date de juillet 2024), était composé de :

- **Lea Bill**, Alberta
- **Peter Birney**, Nouveau-Brunswick/
Île-du-Prince-Édouard

- **Andrew Bisson**, Assemblée des Premières Nations
- **Nancy Gros-Louis McHugh**, Québec/Labrador
- **Carmen Jones**, Ontario
- **Kristeen McTavish**, Yukon
- **Martin Paul**, Saskatchewan, trésorier
- **Gwen Phillips**, Colombie-Britannique, secrétaire
- **Amber Potts**, Assemblée des Premières Nations, coprésidente (sans droit de vote)
- **Leona Star**, Manitoba, présidente
- **Robin Thompson**, Nouvelle-Écosse/Terre-Neuve

Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration du CGIPN a tenu quatre réunions au cours de l'exercice 2023-2024 :

- 14 août 2023
- 12 septembre 2023
- 5 décembre 2023
- 26 mars 2024

En septembre 2023, les délégués et le conseil d'administration se sont réunis sur le territoire de la Première Nation Whitecap Dakota (Saskatchewan) pour l'assemblée générale annuelle du CGIPN et pour mener une séance de planification stratégique de deux jours.

Dans le cadre de la planification stratégique, les participants ont pris part à des activités visant à déterminer, à explorer et à façonner la pensée stratégique. Ce travail important se poursuivra en 2024-2025.





RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité des ressources humaines (RH), qui était dirigée par **Leanne Hunter** (gestionnaire des ressources humaines) et **Lainey Blood** (coordinatrice des ressources humaines), est officiellement devenue une unité autonome, en dehors de la direction des services généraux du CGIPN. L'unité des RH s'est concentrée sur les efforts de recrutement, la création d'outils de gestion et la rationalisation des processus d'un service à l'autre. En outre, elle a finalisé quatre politiques relatives aux employés afin d'assurer la conformité du CGIPN avec la législation actuelle en matière d'emploi. (D'autres politiques seront introduites au cours de l'exercice fiscal 2024-2025.)

En outre, les RH ont supervisé la formation d'un comité mixte de santé et de sécurité (CMSS) composé de **Will Lafrance** et **John Martin** (coprésidents) ainsi que de **Leanne Hunter**, **Lainey Blood**, **Katrina Brant**, **Eva Keeshig** et **Brad Mackay**. Le CMSS a élaboré un programme de santé et de sécurité à l'échelle de l'organisation qui fournit des informations sur la loi relative à la santé et à la sécurité au travail, la formation correspondante et des ressources supplémentaires. Il explique également l'importance du système de responsabilité interne, dans lequel chacun est directement responsable de la santé et de la sécurité comme partie essentielle de son travail.

Dans le cadre de la Stratégie d'emploi pour les jeunes inuits et des Premières Nations, l'unité des RH a géré la soumission de la proposition du CGIPN qui a été retenue pour l'emploi d'été des étudiants. Le financement a permis au CGIPN d'accueillir quatre étudiants des Premières Nations au cours de l'été 2023 : **Bella Nashkawa** (adjoind administrative à la direction de la stratégie de gouvernance des données des Premières Nations), **Asher Willier** (étudiant en recherche à la direction de la recherche et de l'information), et **Sophia Kirk** et **Morgan Trudeau**, qui étaient employés à l'unité de la gestion de l'information et des technologies de l'information (GI-TI).

Dans le cadre de l'engagement du CGIPN en faveur du développement professionnel, les RH ont supervisé la coordination de l'inscription des gestionnaires au programme The Fundamentals of Leadership (Fondamentaux du leadership), proposé par l'Algonquin College Corporate Training. Le programme intensif de 10 jours, en trois parties, est conçu pour enseigner les derniers concepts, outils et compétences dont les gestionnaires ont besoin pour tirer le meilleur parti de leurs équipes. En 2023-2024, 18 gestionnaires ont suivi la première partie du programme, « Communications interpersonnelles et organisationnelles efficaces ».



ÉDUCATION ET FORMATION

L'unité Éducation et formation du CGIPN est composée de Kristine Neglia (gestionnaire principale), **Leslie MacGregor** (agente principale d'éducation), **Lorraine Cheechoo** (coordonnatrice d'éducation) et **Eva Keeshig** (agente de programme, Éducation et bourse d'études), qui a rejoint l'équipe en octobre 2023.

L'unité Éducation et formation du CGIPN est composée de **Kristine Neglia** (gestionnaire principale), **Leslie MacGregor** (agente principale d'éducation), **Lorraine Cheechoo** (coordonnatrice d'éducation) et **Eva Keeshig** (agente de programme, Éducation et bourse d'études), qui a rejoint l'équipe en octobre 2023.

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité Éducation et formation a continué à développer des activités visant à améliorer et à accroître les connaissances sur les principes de PCAP® des Premières Nations, la gouvernance de l'information et la souveraineté des données des Premières Nations. Ces activités comprennent le lancement du cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP® nouvellement révisé et réimaginé, l'organisation d'ateliers et de présentations sur les principes de PCAP®, la gestion de la 13e bourse annuelle pour les étudiants du CGIPN et la poursuite du projet de formation du Groupe interministériel

FONDAMENTAUX DES PRINCIPES DE PCAP®

En octobre 2023, l'équipe Éducation et formation a lancé publiquement la nouvelle version améliorée du cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP® dans le cadre des célébrations du 25e anniversaire des principes de PCAP® qui se sont déroulées tout au long de l'année.

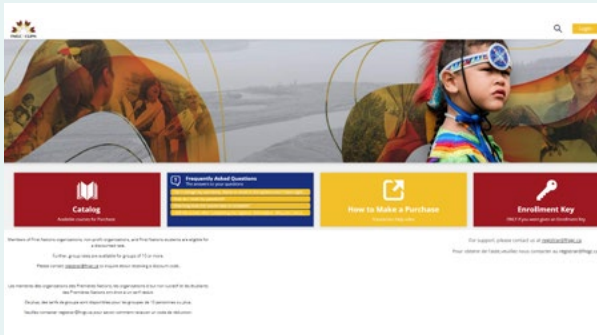
S'appuyant sur le travail de base du cours original sur les principes de PCAP®, la nouvelle version est le résultat de près de deux ans de collaboration entre des leaders d'opinion des Premières Nations, des experts en la matière, des artistes et les acteurs de voix des Premières Nations, et des professionnels de l'éducation en ligne. Les premiers commentaires des apprenants sur le contenu, l'aspect et la convivialité de la nouvelle version de Fondamentaux des principes de PCAP® ont été extrêmement positifs.

Auparavant, les apprenants disposaient d'une période de trois mois pour suivre le cours. Pour favoriser la satisfaction et la réussite des apprenants, ceux-ci auront désormais accès au cours pendant six mois.

Entre le lancement et le 31 mars 2024, 3 452 personnes se sont inscrites à Fondamentaux des principes de PCAP®, ce qui marque le nombre annuel le plus élevé dans l'histoire du cours. Parmi ces inscrits, 1 675 apprenants ont terminé avec succès le cours, tandis que 1 777 sont en processus de l'achever.



Coincitant avec ce qui précède, le développement et le lancement du système de gestion de l'apprentissage (SGA) du CGIPN ont aussi eu lieu. Le SGA du CGIPN est une application logicielle qui permet d'administrer, de documenter, de suivre, d'établir des rapports et de dispenser des cours d'éducation et de formation.



Propulsé par Absorb et administré avec le soutien de l'Algonquin College Corporate Training, le nouveau SGA offre aux individus un environnement d'apprentissage et un accès au cours Fondamentaux des principes de PCAP®, avec l'aspect et la convivialité familiers du site Web du CGIPN.

L'équipe a travaillé avec le Collège Algonquin pour améliorer les processus administratifs tout en s'adaptant à ce nouveau SGA. Toutes les procédures et activités quotidiennes d'inscription sont désormais gérées uniquement par l'unité Éducation et formation du CGIPN.

PROJET DE FORMATION DU GROUPE STIM-A

Établi en 2020, le Groupe interministériel sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques autochtones (STIM-A) soutient l'organisation d'ateliers par le CGIPN et la création de modules de formation sur les principes de PCAP® axés sur les sciences pour le personnel du gouvernement fédéral.

L'unité Éducation et formation a continué à collaborer avec le Groupe STIM-A pour développer des offres éducatives sur les principes de PCAP® en mettant l'accent sur les besoins d'apprentissage du Groupe STIM-A. L'unité et le Groupe STIM-A ont réussi à rassembler les données nécessaires à la phase d'évaluation des besoins de ce projet.

La grande majorité des répondants ont indiqué qu'il fallait davantage d'outils d'apprentissage pour guider le personnel fédéral dans les domaines des STIM afin d'améliorer leur compréhension, leur confiance et leur capacité à respecter les principes de PCAP®. Sur la base des recommandations issues de l'évaluation des besoins de la phase 1, la planification de la phase de conception et de développement de ce projet pluriannuel et en plusieurs étapes est en cours.

BOURSE D'ÉTUDES DU CGIPN

La Bourse d'études du CGIPN est décernée chaque année à des étudiants exceptionnels des Premières Nations inscrits à temps plein au collège ou à l'université. Depuis son lancement il y a 13 ans, le CGIPN a remis plus de 73 000 \$ à 31 étudiants des Premières Nations. Les lauréats sont choisis à la suite d'un examen des demandes par un comité établi par le conseil d'administration du CGIPN.

Cette année, le CGIPN a accru la sensibilisation à la bourse d'études du CGIPN en communiquant avec les collèges et les universités de tout le pays, y compris en créant un dépliant sur la bourse d'études du CGIPN à l'intention des étudiants des Premières Nations.

En 2023-2024, le CGIPN a eu le plaisir d'annoncer les lauréats de la 13e bourse annuelle : Kelsa Carmen, Elizabeth Hunter, Jessica Chiblow et Zach Bishop. Chaque étudiant recevra une bourse de 2 500 \$ et une inscription gratuite au cours Fondamentaux des principes de PCAP®. Pour en savoir plus sur les lauréats de cette année, consultez la section Notre impact du rapport annuel à la page 35.



ATELIERS ET PRÉSENTATIONS SUR LES PRINCIPES DE PCAP®

L'année 2023-2024 a vu une importante augmentation de la demande pour les ateliers et présentations sur les principes de PCAP® du CGIPN. Au cours de cette période, l'équipe Éducation et formation a animé 82 séances, dont 51 ateliers, 29 présentations, une table ronde et un discours-programme. Cela représente une augmentation de 134 % par rapport à l'exercice précédent.

Ensemble, plus de 2 708 personnes ont assisté à ces séances en 2023-2024, contribuant ainsi à accroître la connaissance du public au sujet des principes de PCAP® et de la souveraineté des données des Premières Nations.

Plus des deux tiers des séances étaient destinées à des établissements d'enseignement et à des ministères, suivies par des organismes sans but lucratif et des communautés des Premières Nations, des organisations des Premières Nations et des organisations membres régionales, le reste étant réparti entre les organisations autochtones et d'autres types d'organisations.





STRATÉGIE DE GOUVERNANCE DES DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS

L'équipe du champion national des données dirige la mise en œuvre de la Stratégie de gouvernance des données des Premières Nations (SGDPN) et est composée d'**Erin Corston** (directrice et responsable exécutive), de **Gonzague Guéranger** (responsable de la mise en œuvre), de **Donna Lyons** (responsable du développement des capacités en matière de données), d'**Olivia Cragg** (analyste de recherche subalterne) et d'**Ember Sarazin**, qui a rejoint l'équipe à l'automne 2023 en tant que coordinatrice de projet.

L'exercice 2023-2024, première année complète de la mise en œuvre de la phase 1 de la SGDPN, a connu des progrès notables, l'équipe ayant atteint ses jalons ciblés alignés sur les objectifs de la phase 1 (2022-2025), établis par le conseil d'administration du CGIPN, et en accord avec le principe fondamental de la SGDPN (voir la figure 1).



Figure 1 – Principe fondamental de la SGDPN

es 10 équipes régionales de champions des données sont maintenant pleinement opérationnelles, beaucoup utilisant les organisations partenaires du CGIPN comme organismes d'accueil temporaires. Toutes les équipes de projet ont finalisé leurs plans d'action régionaux triennaux, détaillant la manière dont elles prévoient de mettre en place les

structures de gouvernance de leurs centres et les besoins prioritaires en matière de capacité de données.

Les efforts visant à impliquer les communautés par le biais de séances de groupes de discussion, d'ateliers, de webinaires et de rassemblements ont également commencé. Ces séances de discussion visent à approfondir la compréhension des besoins en données de la future base de clients du Centre régional de gouvernance de l'information (CRGI) (c'est-à-dire les communautés des Premières

Nations, les gouvernements et leurs organismes de prestation de services). Enracinées dans des valeurs communautaires et nationales, la forme et la fonction de chaque CRGI seront déterminées par les détenteurs de droits des Premières Nations et leurs dirigeants dans chaque région respective, et seront tenus de leur rendre des comptes. Les CRGI existeront en tant que réseau, où, collectivement, ils effectueront des travaux qui sont mieux et/ou nécessairement réalisés au niveau national.

ÉQUIPE RÉGIONALE DE CHAMPIONS DES DONNÉES

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'équipe nationale de champions des données a veillé à ce que les équipes régionales soient alignées, cohérentes et coordonnées en leur fournissant des outils, des cadres et des modèles essentiels. Plus de 50 engagements bilatéraux et réunions de l'ensemble des équipes ont facilité ce processus, y compris une réunion en personne notable qui a eu lieu en juin 2023 à Ottawa.

Ces équipes de projet se concentrent sur l'élaboration de deux plans clés au cours de la phase 1 : l'un pour la structure de gouvernance de leurs centres, et l'autre pour les domaines prioritaires sur lesquels leurs centres se concentreront en premier lieu, au cours de leurs premières années de développement (voir la figure 2).



2 Key Outputs: Blueprints (endorsed by leadership)

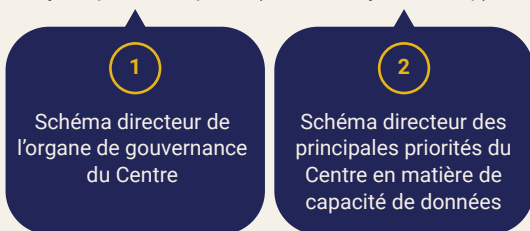


Figure 2 – Résultats de la phase 1

L'équipe nationale de champions des données aura pour tâche de consolider les dix plans régionaux en une proposition cohérente à soumettre au gouvernement fédéral pour inclusion dans le budget 2025. L'objectif est d'élaborer un dossier solide et convaincant en vue d'un financement durable et continu, garantissant une base durable et à long terme pour les centres.

SCHÉMA DIRECTEUR DE L'ORGANE DE GOUVERNANCE DU CENTRE NATIONAL

En septembre 2023, le conseil d'administration du CGIPN a approuvé une proposition visant à explorer des concepts sur la façon dont le CGIPN pourrait améliorer et élargir sa structure de gouvernance en prévision de responsabilités accrues pour soutenir ce nouveau réseau national. Le processus proposé utilisera la méthode de recherche autochtone [à double perspective](#), développée par les aînés Eskasoni Dr Albert Marshall et Dre Murdena Marshall en 2004, qui met l'accent sur l'intégration des connaissances et des perspectives autochtones et occidentales.

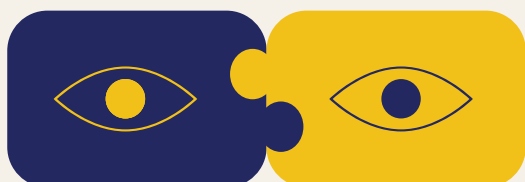


Figure 3 – Double perspective

La méthode consiste à collaborer avec deux cabinets de gouvernance réputés et deux experts en gouvernance des Premières Nations afin de fournir des perspectives équilibrées et informées sur le renouvellement potentiel de la gouvernance du CGIPN. Il en résultera des options et des recommandations à soumettre à l'examen du conseil d'administration du CGIPN.

PLAN D'ACTION POUR LES PRINCIPALES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT DES DONNÉES DU CENTRE NATIONAL

En septembre 2023, le conseil d'administration du CGIPN a approuvé une approche multidimensionnelle pour établir les priorités en matière de renforcement des capacités au niveau national pour la phase 2 de la SGDPN grâce à un plan distinct à plusieurs volets (voir la figure 4).



Figure 4 – Approche multidimensionnelle

Dimension 1 : Perspectives régionales

Les idées et les priorités recueillies lors des engagements avec les Premières Nations au niveau régional contribueront à façonner les priorités nationales, renforçant ainsi les principes ascendants établis pour la mise en œuvre de la phase 1.

Dimension 2 : Des organisations dirigées par les Premières Nations

Les contributions des organisations dirigées par les Premières Nations, telles que l'Assemblée des Premières Nations (APN) et d'autres, aideront à définir les priorités nationales en identifiant leurs attentes en matière de données et de services statistiques de la part du centre national.



Dimension 3 : Ministères fédéraux

Des renseignements seront recueillis auprès de SAC dans le cadre d'une série de projets décrits dans le protocole de collaboration afin de mieux définir les priorités à l'échelle nationale pour l'avancement de la souveraineté des données des Premières Nations et le transfert des services.

Dimension 4 : Statistique Canada

Les séances de transfert de connaissances, animées par des experts de Statistique Canada pour le CGIPN et les 10 équipes régionales de champions des données, aideront à évaluer notre ensemble actuel de données et de fonctions statistiques, y compris dans la planification des enquêtes, le développement des données et la diffusion. Le protocole de collaboration entre Statistique Canada et le CGIPN a été établi pour guider ce travail et soutenir la mise en œuvre de la phase 1.

EXPLORATION DES OPTIONS LÉGISLATIVES ET POLITIQUES POUR L'AVANCEMENT DE LA SOUVERAINÉTÉ DES PREMIÈRES NATIONS EN MATIÈRE DE DONNÉES

Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir et faire avancer la souveraineté des données et à la demande de l'Assemblée des Premières Nations, l'équipe nationale a collaboré avec le ministère de la Justice du Canada. Une étape importante de ce parcours a été l'ajout d'une mesure particulière (# 30) dans le plan d'action du Canada sur la [Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) (plan d'action de la LDNUDPA) qui stipule que le gouvernement du Canada va :

Continuer de soutenir la souveraineté des données autochtones et les stratégies de données dirigées par les Autochtones grâce à des options législatives, réglementaires et politiques afin de permettre aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis de disposer de capacités suffisantes et durables, nécessaires au contrôle, à la gestion, à la protection et à l'utilisation de leurs données dans le but d'offrir des services efficaces à leurs populations, de raconter leurs propres histoires, de participer aux processus décisionnels fédéraux sur les questions qui les touchent et de réaliser leurs visions respectives de l'autodétermination. (Page 30)

En outre, l'équipe nationale de champions des données a répondu à l'appel du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme pour contribuer au mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, en se concentrant sur le suivi, la surveillance, le recours et d'autres mesures de responsabilité pour la mise en œuvre de la déclaration ainsi que du plan d'action de la LDNUDPA du Canada.

En réfléchissant à nos réalisations au cours de l'année 2023-2024, la SGDPN témoigne de notre dévouement collectif à la réalisation de la vision et de la mission du CGIPN. Les travaux de la phase 1 ont démontré la force de notre vision collective et la manière dont elle renforce l'importance du partenariat et de la collaboration pour atteindre des objectifs partagés et répondre à des besoins communs. Le CGIPN et ses partenaires progressent considérablement dans l'établissement de nouvelles bases pour le développement continu de capacités de gouvernance de données régionales et nationales inclusives et dirigées par les communautés, qui honorent la souveraineté et l'autodétermination des Premières Nations.



RECHERCHE ET INFORMATION

Au cours de l'exercice 2023-2024, la direction de la recherche et de l'information du CGIPN a été supervisée par **Albert Armieri**, son directeur.

Albert gère une grande équipe qui est collectivement responsable des enquêtes nationales du CGIPN, des publications de recherche, des études de faisabilité, du Centre de données sur les Premières Nations (CDPN) et de la coordination de nos travaux sur la réponse à la COVID-19 dans les collectivités des Premières Nations.

La liste complète des membres de l'équipe de recherche et d'information figure à la page 38.

GESTION DES ENQUÊTES

En 2023-2024, l'équipe de gestion des enquêtes du CGIPN était composée de **Katie Wood** (gestionnaire principale, initiatives d'enquête), **Kyla Marcoux** (conseillère stratégique principale), **Micere Thuku** (gestionnaire des enquêtes par intérim), **Xinyu Qiao** (analyste des données statistiques), **Micere Thuku** (analyste de recherche), **James Allen** (analyste de recherche), **Xuejing Jiang** (analyste des données statistiques), **Nicolas Spagnolo** (analyste des données statistiques), **Katrina Brant** (coordonnatrice de programme), et **Joel Jocko** (agent de recherche subalterne).

En collaboration avec les partenaires régionaux du CGIPN, l'équipe de gestion des enquêtes gère tous les aspects des enquêtes nationales du CGIPN, notamment l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS) et l'Enquête sociale régionale des Premières Nations (ESR).

Enquête régionale sur la santé des Premières Nations

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'équipe chargée des enquêtes a fait progresser les travaux sur la phase 4 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations, la dernière itération de l'initiative d'enquête fondamentale du CGIPN. Au fur et à mesure que la collecte des données commençait dans l'ensemble du pays, les régions se sont engagées et ont fait des présentations aux communautés, ont obtenu des résolutions du conseil de bande, et ont recruté et formé des collecteurs de connaissances. Toutefois, ces progrès ne sont pas allés sans difficulté.



Les effets persistants de la pandémie mondiale de COVID-19 ont continué à se faire sentir en cascade dans les communautés des Premières Nations, ce qui a eu une incidence sur la mise en œuvre et le calendrier de la phase 4 de l'ERS. En outre, des obstacles imprévus ont entravé l'accès des communautés au système d'inscription des Indiens (SII) et, par conséquent, ont eu une incidence sur la méthode d'échantillonnage de l'ERS.

Ainsi, le CGIPN a continué à soutenir les partenaires régionaux, notamment en explorant des solutions innovantes au service des activités de collecte de données. Ce soutien comprenait des appels individuels réguliers, la résolution rapide des problèmes techniques, la préparation d'approches d'échantillonnage alternatives lorsque cela était possible, et la fourniture d'une formation lorsque cela était nécessaire.

Par conséquent, les opérations et les activités de la phase 4 de l'ERS ont été prolongées jusqu'à l'exercice 2024-2025 afin de maximiser le succès de la collecte de données.

Enquête sociale régionale des Premières Nations

Financée dans le cadre du programme fédéral des Enquêtes auprès des peuples autochtones (EPA), l'Enquête sociale régionale des Premières Nations (ESR) est la dernière d'une série d'enquêtes menées par le CGIPN dans les réserves des Premières Nations, qui portent sur des thèmes non couverts par l'ERS, axée sur la santé.

Considérée comme la troisième enquête dans le cadre du programme d'EPA, l'ERS suit les traces de l'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi des Premières Nations et de l'Enquête sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi des Premières Nations (EDMEPN).

L'ERS enquête portera sur le bien-être des enfants et des familles des Premières Nations vivant dans les réserves des PN et dans les collectivités du Nord.

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'équipe chargée de l'enquête a communiqué la première version du questionnaire de l'ERS aux partenaires régionaux afin qu'ils fassent part de leurs commentaires. En utilisant les critères de décision convenus et en intégrant les commentaires des sous-thèmes régionaux, l'équipe chargée de l'enquête a créé un projet de questionnaire pour l'ERS. Un outil en ligne convivial a été créé pour permettre aux régions de fournir un retour d'information sur le questionnaire dans une base de données unique.

En collaboration avec les régions, le CGIPN a organisé une série de cercles de partage virtuels avec les partenaires régionaux et les membres du conseil régional afin de discuter des mesures potentielles et des domaines dans lesquels un conseil régional est nécessaire pour soutenir le développement de l'ERS.

La collecte des données de la phase 4 de l'ERS ayant lieu en même temps que le développement du contenu de l'ERS, la capacité régionale s'est avérée être un défi permanent. Idéalement, la collecte de données ne commencera qu'après la fin de la phase 4 de l'ERS. Ce faisant, les communautés bénéficieront d'un répit nécessaire, et les données pourront être restituées.



RECHERCHE ET ÉTUDES DE FAISABILITÉ

Modèles familiaux de soins à la petite enfance : examen des déterminants de la santé des enfants et des familles des Premières Nations

En partenariat avec le Centre national de collaboration pour la santé autochtone (CNCSA), en 2023-2024, le CGIPN a participé à une initiative visant à soutenir les efforts en matière de soins et de développement de la petite enfance des Premières Nations. Le projet Modèles familiaux de soins à la petite enfance des Premières Nations, qui s'inspire de l'analyse documentaire réalisée par le CGIPN en 2021, vise à mieux comprendre les facteurs sociaux et environnementaux qui ont une incidence sur le développement et le bien-être des jeunes enfants des Premières Nations.

À partir des données de l'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi des Premières Nations (ERPEEPN), une analyse complète a été menée sur diverses mesures du développement de l'enfant, en examinant leurs relations avec les déterminants sociaux et les environnements familiaux et de soins. Un rapport technique descriptif axé sur les enfants des Premières Nations (âgés de 0 à 5 ans) a été élaboré et a fait l'objet de plusieurs séries de commentaires et de révisions parmi les partenaires collaborateurs. Le rapport technique synthétise les résultats statistiques sur la façon dont les modèles de soins familiaux des Premières Nations influencent les étapes du développement de la petite enfance et le bien-être général.

Examen de la portée des indicateurs de santé et de bien-être des Premières Nations

En 2023-2024, le CGIPN a entrepris un examen de la portée des indicateurs des Premières Nations qui concerne le document *Commission de vérité et de réconciliation du Canada : Appels à l'action*. L'appel à l'action no 19 de la CVR invite le gouvernement fédéral à fixer des objectifs mesurables et à combler les écarts de résultats en matière de santé entre les communautés autochtones et non autochtones.

L'appel à l'action no 19 de la CVR souligne l'importance d'indicateurs tels que la mortalité infantile, la santé maternelle, la santé mentale, les dépendances, l'espérance de vie et d'autres encore. L'étude exploratoire, soutenue par SAC, offrira une vue d'ensemble des indicateurs de santé et de bien-être des Premières Nations, en faisant ressortir les points forts et les limites, en identifiant les lacunes et en décrivant les meilleures pratiques.

Grâce à une analyse documentaire approfondie, l'étude explore les recherches, les connaissances et les cadres existants sur la santé des Premières Nations, en mettant l'accent sur les indicateurs clés couvrant divers domaines, notamment la santé physique, les facteurs socioéconomiques, le bien-être personnel et communautaire, la culture, les comportements en matière de santé et le mode de vie. Elle explorera et résumera systématiquement la littérature sur les indicateurs de santé des Premières Nations, dans le but de dégager les indicateurs existants, d'explorer les domaines clés, d'évaluer la pertinence culturelle, de mettre en évidence les variations méthodologiques et de proposer des orientations futures pour la recherche et l'élaboration de politiques dans le domaine de la mesure de la santé des Premières Nations.

Reconnaissant la nécessité d'une compréhension holistique, cet examen exploratoire contextualise l'importance des indicateurs de santé et de bien-être qui vont au-delà des mesures conventionnelles pour englober la pertinence culturelle, la dynamique de la communauté et les expériences individuelles.



LE CENTRE DE DONNÉES DES PREMIÈRES NATIONS

Le Centre de données des Premières Nations (CDPN) est une ressource du CGIPN qui donne accès à des données non publiées et consignées provenant de nos travaux de recherche d'enquête nationaux respectés.

Le Centre de données des Premières Nations (CDPN) est une ressource du CGIPN qui donne accès à des données non publiées et consignées provenant de nos travaux de recherche d'enquête nationaux respectés.

Au cours de l'exercice 2023-2024, le CDPN était composé de **Maria Santos** (gestionnaire principale, Initiatives de données sur la santé publique, Centre de données des Premières Nations) **Drew Pihlainen** (gestionnaire de programme, Centre de données des Premières Nations), et de **Kayla Boileau**, agente de recherche et de mobilisation.

Afin d'élargir la disponibilité de ses ressources, l'équipe du CDPN a continué à étudier la faisabilité d'un accès à distance aux données pour les utilisateurs qui ne sont pas en mesure d'accéder aux données sur place à Ottawa. En collaboration avec le service de GI-TI du CGIPN, ainsi qu'avec le Réseau canadien des Centres de données de recherche et le Laboratoire sécurisé d'analyse empirique (SEAL) de l'université McMaster,

l'équipe a étudié les exigences techniques nécessaires à la mise en place d'un portail sécurisé pour soutenir l'accès aux données en ligne.

Le CDPN a consacré beaucoup de temps à la mise à jour et au renforcement de son modèle de contrat d'accès aux données afin de mieux répondre aux demandes de données actuelles et futures. Les conditions mises à jour ont été intégrées dans l'accord d'accès aux données existant entre le CGIPN et l'Université de Toronto, ce qui a permis de commencer à travailler sur des projets précédemment approuvés par le Comité d'examen de l'accès aux données du CGIPN.

C'est ainsi que la **Dre Herenia Lawrence** a commencé à étudier le lien entre la consommation de cannabis et la santé bucco-dentaire chez les adultes des Premières Nations.



Initiatives en matière de données de santé publique

Rapport sur le bien-être mental

En 2023-2024, le CGIPN a commencé à travailler sur un rapport sur le bien-être mental qui se concentre sur les facteurs les plus associés au bien-être mental des Premières Nations, tel que mesuré par l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS).

Au cours de l'année fiscale écoulée, le CGIPN a rencontré à trois reprises son cercle consultatif afin d'obtenir des conseils sur le projet. Le CGIPN a également rencontré le secrétariat de l'équipe de mise en œuvre du Cadre du continuum du bien-être mental des Premières Nations (CCMMPN), qui comprend des représentants des organismes suivants :

- Thunderbird Partnership Foundation
- First Peoples' Wellness Circle
- Assemblée des Premières Nations
- Indigenous Youth Roots,
- We Matter
- Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits
- Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada

Le projet a suscité l'intérêt par son approche holistique de l'analyse des données de l'ERS sur le bien-être mental.

Étude de faisabilité sur les biobanques et la recherche génomique

Depuis 2022, le CGIPN aide ses partenaires régionaux à se préparer à une série de séances d'engagement qui examineront la pertinence et la priorité des biobanques et de la recherche génomique dans les communautés des Premières Nations. Ce travail s'est poursuivi en 2023-2024, le CGIPN ayant organisé six séances de partage des connaissances en ligne destinées à mieux faire comprendre l'application et les avantages potentiels des biobanques et de la recherche

génomique, les risques et les limites potentiels, ainsi que d'autres questions liées à la gouvernance et à la recherche participative.

À ce jour, la Thunderbird Partnership Foundation, ainsi que les chercheurs alliés du Coronavirus Variants Rapid Response Network, de Génome Canada, de SING Canada et du Silent Genomes Project ont présenté et répondu à plusieurs questions de nos partenaires régionaux.

En collaboration avec l'unité d'Application des connaissances du CGIPN, l'équipe des Initiatives en matière de données de santé publique a commencé à travailler sur un guide de discussion des ressources communautaires qui doit être utilisé par les partenaires régionaux lors de leurs prochaines séances d'engagement.

Initiatives en matière de données liées à la COVID-19

En mars 2024, le CGIPN a organisé une réunion avec les partenaires régionaux à Ottawa pour :

- partager les enseignements tirés des initiatives régionales en matière de données liées à la COVID-19 financées par Santé Canada et SAC (par l'intermédiaire du CGIPN);
- discuter de l'intérêt et de la faisabilité d'établir des estimations liées à la COVID-19 au niveau national;
- déterminer les domaines prioritaires et les lacunes des Premières Nations en matière de données sur la santé publique (c'est-à-dire l'infrastructure, l'expertise, le financement, les partenariats, la maîtrise des données, les normes de données, le manque d'accès ou l'absence de données);
- discuter de la pertinence et de l'objectif de la surveillance de la santé publique des Premières Nations;
- discuter des approches possibles pour coordonner le développement d'indicateurs et de normes de données nationales sur la santé publique des Premières Nations.

Nos partenaires régionaux ont exprimé leur gratitude pour avoir eu l'occasion d'entrer en contact avec d'autres régions et d'apprendre de leurs expériences.



PCAP® ET GOUVERNANCE DE L'INFORMATION

L'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information du CGIPN a connu un exercice 2023-2024 riche en événements qui a vu la poursuite de plusieurs éléments clés du programme de recherche sur les principes de PCAP®. Cela comprenait la collecte, l'analyse et le partage d'information sur divers sujets liés à la souveraineté des données et à la gouvernance de l'information des Premières Nations.

En 2023-2024, l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information était composée de **Aaron Franks** (gestionnaire principal), de **Peigi Wilson** (gestionnaire de recherche), et de **Melissa Dane** (agente de recherche). L'équipe a accueilli Sadia Khan en tant qu'agente de recherche qualitative en août 2023.

LES PRINCIPES DE PCAP® ONT 25 ANS

Fondés à l'origine à Halifax en 1998, les principes de PCAP® des Premières Nations ont franchi une étape importante puisque le CGIPN et ses partenaires ont célébré leur 25e anniversaire en 2023. L'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information a été chargée de planifier les efforts du CGIPN pour marquer l'événement.

Ces efforts ont culminé le 11 juillet, lorsque le CGIPN a organisé deux événements dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de l'APN 2023 à Kijipuktuk (Halifax). Le premier événement était une bibliothèque et une salle de ressources sur les principes de PCAP®, qui a offert aux participants de l'AGA un espace pour se ressourcer et en apprendre davantage sur les principes de PCAP®. Le deuxième événement a eu lieu en soirée, lors d'une réception au cours de laquelle l'aînée Madeleine « Sugar » Poulette, de la Première Nation d'Eskasoni, et la chef de la Première Nation de Pictou Landing, Andrea Paul,

ont prononcé un discours d'ouverture. Le groupe de tambours micmacs Sunrise Scouts et le violoneux micmac Morgan Toney, lauréat d'un prix Juno, se sont également produits sur scène.

Dans un esprit de collaboration avec les organisations partenaires régionales des Premières Nations, le CGIPN a également coécrit un article en libre accès avec des collègues de la CSSSPNQL sur l'élaboration des principes de PCAP® des Premières Nations et sur l'effet qu'ils ont eu sur la souveraineté des données des Premières Nations, en mettant l'accent sur la collecte et la gouvernance des données au Québec. L'article en français a été accepté par la revue *Nouvelles pratiques sociales*.

DOCUMENT DE DISCUSSION ET GUIDE EN LANGAGE CLAIR SUR LA LPRPDE

Après une série d'analyses de la législation fédérale et de son incidence sur la souveraineté des données des Premières Nations, l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information a publié à l'été 2023 deux documents axés sur la *Loi sur les renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE). Le document de discussion *PIPEDA and First Nations: Application and Reform* (en anglais) examine l'application de la LPRPDE



En partant du haut à droite : Madeline "Sugar" Poulette, aînée, Sunrise Scouts, et Makayla Googoo.



aux entreprises, gouvernements et organisations des Premières Nations et explore les possibilités de réforme de la LPRPDE. Le second, *A First Nations Guide to the Personal Information and Electronic Documents Act* (en anglais) est un guide en langage clair conçu pour donner un aperçu de la législation et aider les propriétaires d'entreprises des Premières Nations à comprendre et à naviguer dans le régime fédéral de gestion de l'information.

Le projet de deux ans sur les lois des Premières Nations et la propriété intellectuelle (PI), qui a exploré les lois des Premières Nations sur l'utilisation et le partage de l'information, des biens culturels et des ressources génétiques par rapport aux lois canadiennes, s'est achevé au cours de l'exercice 2023-2024. Ce projet, financé par SAC, comprenait des entretiens avec des experts en la matière et des détenteurs de connaissances, un examen des lois et protocoles des Premières Nations et un atelier en personne. L'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information prévoit la sortie de deux nouvelles publications basées sur ces résultats en 2024.

Alors que nos efforts concernant la propriété intellectuelle des Premières Nations et les obstacles à la souveraineté des données des Premières Nations dans le cadre du régime législatif canadien se terminaient, deux autres travaux essentiels à la gouvernance par les Premières Nations de leurs propres données battaient leur plein : un projet de gestion des données de recherche (GDR) et les possibilités d'élaboration de normes sur les principes de PCAP® et d'éventuels programmes de certification.

GESTION DES DONNÉES DE RECHERCHE

Le gouvernement du Canada a soutenu le développement de politiques et d'infrastructures dans le domaine de la GDR numérique afin de promouvoir un programme de données et de sciences ouvertes. Comme il s'agit d'un domaine qui préoccupe les Premières Nations, l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information a mené quatre dialogues virtuels avec un petit nombre d'institutions de recherche universitaires ainsi qu'avec des gouvernements et des organisations des Premières Nations sur la manière dont la GDR institutionnelle peut respecter la souveraineté des Premières Nations en matière de données.

Le projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), *Respecting and Asserting First Nations Data Sovereignty in Research Data Management (RDM): Finding Common ground for the Co-Development of RDM Policy and Infrastructure in Canada's Academic Research Environment* (Respecter et affirmer la souveraineté des données des Premières Nations dans la gestion des données de recherche [GDR] : Trouver un terrain d'entente pour le codéveloppement de la politique et de l'infrastructure de GDR dans le milieu de la recherche universitaire au Canada), a été de faible envergure, mais a permis de dégager plusieurs idées clés qui seront publiées au cours de l'exercice 2023-2024.



ÉTUDE DE CERTIFICATION SUR LES PRINCIPES DE PCAP®

Tout au long de l'année, l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information, en collaboration avec des consultants, a exploré les avantages et les défis d'un éventuel programme de certification sur les principes de PCAP® fondé sur des normes de PCAP® plus formelles et partagées. L'étude, financée par le Conseil canadien des normes, s'est penchée sur la question suivante : « Des normes et une certification plus formelles des principes de PCAP® peuvent-elles faire progresser les objectifs des Premières Nations en matière d'autodétermination et de souveraineté des données? »

L'étude a été achevée et préparée en vue d'une publication destinée à un public interne pour l'été 2024. Cette étude a pour but d'informer le conseil d'administration du CGIPN et les dirigeants des Premières Nations sur la façon la plus productive d'aller de l'avant avec les normes et la certification des principes de PCAP®.

Outre les travaux susmentionnés, l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information a également soutenu les travaux de l'équipe Éducation et formation sur le cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP®, le projet éducatif pilote sur les principes de PCAP® avec les travailleurs scientifiques du gouvernement (STIM-A), et a répondu à de nombreuses demandes d'information sur des questions allant de l'intelligence artificielle aux accords de partage de données à l'échelle communautaire.

Enfin, l'équipe a travaillé en étroite collaboration avec ses collègues de la recherche et de l'information pour obtenir un financement pluriannuel continu de la part de SAC afin de développer notre recherche collaborative et appliquée sur la souveraineté des données. Il s'agit d'une première pour l'équipe et d'une étape importante pour le CGIPN et son soutien aux membres et aux communautés.



SERVICES GÉNÉRAUX

À une époque où les changements technologiques et sociétaux sont omniprésents, la direction des services généraux du CGIPN reste fidèle à son engagement en faveur de l'excellence. En tant que pilier de l'organisation, les services généraux jouent un rôle essentiel en veillant à ce que le CGIPN atteigne ses objectifs opérationnels, tant à l'interne qu'à l'externe.

Cet engagement s'est traduit par une approche multidimensionnelle du soutien à l'organisation par le biais de fonctions spécialisées assurées par quatre unités internes : Finances, Communications, Gestion de l'information et technologies de l'information, et Ressources humaines (qui est devenue une unité autonome au printemps 2024).

Pendant la majeure partie de la période 2023-2024, les services généraux ont été supervisés par la directrice par intérim **Meghan Perry**. Après que **Meghan Perry** a repris son rôle substantif de gestionnaire principale de l'équipe Gestion de l'information et technologies de l'information en janvier 2024, les services généraux ont accueilli **Bonnie Sowiak** en tant que nouvelle directrice par intérim.

En février 2024, **Jo-Ann Johnson** a été accueillie au sein de l'équipe des services généraux en tant qu'adjointe administrative.

FINANCES

Pendant la période 2023-2024, l'équipe des finances était composée de **Bonnie Sowiak** (gestionnaire principale des finances), **Tania Dube** (gestionnaire des finances), **Alex Lafrance** (coordonnateur aux finances et à la paye), **Ariel Toulouse** (adjoint aux finances), et **Dan Truchon** (analyste financier). L'équipe a été soutenue par des membres du personnel temporaire **Liubov Petrunseko** et **Shilpa Darji**.

Les efforts de l'unité Finances au cours de l'année écoulée ont été essentiels pour maintenir et améliorer l'efficacité opérationnelle du CGIPN. Grâce à une planification et une gestion minutieuses, ainsi qu'à une attention particulière portée à la responsabilité,

l'équipe a veillé à ce que l'organisation soit bien positionnée pour poursuivre son travail de défense de la souveraineté des données des Premières Nations.

En s'engageant à respecter les normes les plus strictes en matière d'intégrité et de transparence financières, l'équipe des Finances continue de veiller à ce que les stratégies financières de l'organisation soutiennent la vision, la mission et les principaux objectifs stratégiques du CGIPN.

L'un des moyens d'y parvenir est de superviser le processus d'audit annuel du CGIPN, qui a donné lieu à des opinions sans réserve de la part de nos auditeurs externes pendant plus de 10 ans d'affilée. Cette année encore, le cabinet d'audit du CGIPN, MNP, a rendu un rapport d'audit sans faille et exempt de constatations importantes.

Pour en savoir plus sur l'audit 2023-2024 du CGIPN, veuillez consulter la page 39 où vous trouverez l'état financier vérifié approuvé.

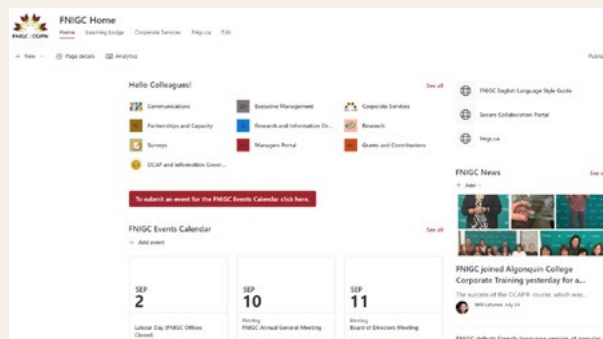
En 2023-2024, l'une des priorités de l'équipe des Finances a été d'améliorer les connaissances et les capacités financières du CGIPN. Grâce à des communications régulières, le service des Finances s'est efforcé de démystifier et de rationaliser les concepts et les processus financiers, permettant ainsi au personnel de contribuer plus efficacement aux processus de budgétisation et de prise de décision financière.



GESTION DE L'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Pendant la majeure partie de l'année 2023-2024, l'équipe de gestion de l'information (GI) et des technologies de l'information (TI) du CGIPN était composée de **Wes McGraw** (gestionnaire principal par intérim), de **Kitty Bentley**, (analyste principale des TI), de **John Martin** (analyste de la GI), et de **Nicholas Hancin** (administrateur des TI). En janvier 2024, **Meghan Perry** a réintégré l'équipe en tant que gestionnaire principale de la gestion de l'information et des technologies de l'information.

Durant l'été 2023, l'équipe a été renforcée par deux étudiants salariés : **Sophia Kirk** et **Morgan Trudeau**.



Gestion de l'information

au contrôle et à l'optimisation de l'information du CGIPN. Des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne le renouvellement de l'architecture de l'information dans notre référentiel de gestion de l'information, SharePoint. Ces améliorations comprennent le renforcement et la rationalisation du contrôle d'accès et un alignement amélioré sur les pratiques exemplaires en matière de gestion de l'information. Ces changements contribuent à l'efficacité opérationnelle en facilitant les processus d'entreprise et la collaboration interne.

En outre, le soutien apporté à notre personnel interne s'est traduit par l'élaboration d'un dictionnaire terminologique interne du CGIPN, un ensemble commun de définitions qui servira à nommer et à classer efficacement nos ressources d'information, nous aidant ainsi à gérer nos informations tout au long de leur cycle de vie.

La conservation et l'élimination des documents sont la pierre angulaire d'une bonne gouvernance de l'information, et nous avons réalisé d'importants progrès dans ce domaine. De nouveaux processus ont été mis en œuvre et testés avec les dossiers électroniques et papier du CGIPN. Ce travail se poursuit à mesure que nous nous efforçons de couvrir l'ensemble de nos référentiels d'information.

Semaine de sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité

En novembre 2023, l'équipe de GI-TI a organisé la première semaine de sensibilisation à la GI et à la cybersécurité du CGIPN, une initiative d'une semaine conçue pour améliorer la sensibilisation et la compréhension des pratiques de gestion de l'information et de cybersécurité parmi les employés du CGIPN.

Grâce à une série de courriels, de formations en ligne et d'activités interactives, l'équipe de GI-TI a réussi à diffuser des informations précieuses et des pratiques exemplaires. La participation enthousiaste de notre personnel était évidente, et nous avons été heureux de constater un niveau élevé d'engagement tout au long de la semaine. Pour encourager davantage la participation, nous avons mis en place un système de récompenses, ce qui a eu pour effet d'accroître l'enthousiasme et la rétention des connaissances parmi les employés.

Les résultats positifs de la Semaine de sensibilisation à la gestion de l'information et à la cybersécurité vont au-delà des avantages immédiats d'une meilleure connaissance. En encourageant une culture de sensibilisation à la cybersécurité, nous construisons de



manière proactive une main-d'œuvre résiliente capable d'atténuer les risques potentiels. Cette initiative s'inscrit dans notre stratégie à long terme visant à créer une culture de la sécurité au sein du CGIPN, qui donne la priorité à la gestion de l'information et à la protection contre les cybermenaces.

En relevant les défis de la gestion et de la technologie de l'information et en tirant le meilleur parti des occasions, nous améliorons l'efficacité opérationnelle et jetons les bases de la croissance et de l'innovation futures.



[IM & IT - Tips and Tricks](#)

[fnigc.sharepoint.com](#)

How do you get started? IM involves organizing, storing and controlling access to information to ensure that it is accurate, secure, and easily accessible when needed. FNIGC utilizes SharePoint as our Intranet. FAQ: What is the proper way to proce...



[Security Day](#)

[fnigc.sharepoint.com](#)

Cybersecurity 101: Cyber security is not just the responsibility of users, or IT personnel, it is the responsibility of everyone, and it is important for us to work as a team to defend our systems, applications, and data from cyber-villains. We have...

Technologie de l'information

En 2023-2024, l'équipe de TI du CGIPN a mis en œuvre avec succès un système interne de gestion des services informatiques qui a permis d'améliorer la réponse interne, la résolution et le suivi des demandes de service. Soutenant la gestion interne des actifs informatiques, le système agit comme une ressource solide de gestion des connaissances en matière de gestion de l'information et d'informatique pour l'équipe.

Grâce à l'augmentation des capacités humaines et des systèmes, l'équipe a pu accroître la fourniture de services au personnel interne et réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs de services informatiques externes. Le renforcement de la capacité de nos services informatiques permet de mieux contrôler la mise en œuvre des procédures de gestion et de sécurité de l'information afin d'améliorer nos programmes de gestion de l'information et de technologie de l'information.

L'équipe a également soutenu l'équipe Éducation et formation du CGIPN pour mettre en place un système de gestion de l'apprentissage (SGA) dans le cadre du relancement du cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP®. Le SGA du CGIPN comprend une nouvelle passerelle de paiement en ligne améliorée qui permet à nos apprenants de s'inscrire en toute transparence et de suivre la formation sur les principes de PCAP®. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Collège Algonquin, nos conseillers en logiciels financiers et le fournisseur de logiciels du SGA pour veiller à ce que la sécurité et la fonctionnalité correspondent à nos besoins.



COMMUNICATIONS

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité des communications du CGIPN était composée de **Brad Mackay** (gestionnaire), de **Briana Linton** (agente d'application des connaissances) et de **Will Lafrance** (agent des communications).

En tant qu'élément clé de la direction des services généraux du CGIPN, l'unité des Communications est responsable des communications internes et externes de l'organisation, ce qui comprend : le marketing, la promotion, la sensibilisation, les relations avec les médias, l'application des connaissances, le site Web du CGIPN (FNIGC.ca), les publications (y compris le rapport annuel), l'intranet, l'annuaire des employés du CGIPN, et la présence sur les médias sociaux, entre autres.

FNIGC.ca

Depuis plus d'une décennie, le site FNIGC.ca est la principale source d'information sur l'organisation, servant de foyer permanent pour nos publications, rapports, efforts d'éducation et de formation, initiatives de souveraineté des données, et les principes de PCAP® pour les Premières Nations. Il accueille également nos efforts de traduction des connaissances, qui comprennent des publications, des guides en langage clair et le Lodge du savoir du CGIPN, une nouvelle plateforme contenant plus de 400 tableaux et graphiques issus de nos rapports d'enquête.

Depuis près d'une décennie, le nombre d'utilisateurs du site FNIGC.ca n'a cessé d'augmenter d'année en année, atteignant son apogée en 2022-2023 avec plus d'un **quart de million (263 792) de pages vues**, soit une augmentation de 41 % par rapport à l'année précédente.

Cette tendance s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023-2024, avec plus d'un demi-million (**508 000 de pages vues au total**), ce qui représente une augmentation de 93 % et un sommet historique pour le FNIGC.ca.

Ce résultat peut être attribué en partie à plusieurs campagnes de médias sociaux réalisées au cours de cette période de 12 mois, qui visaient à souligner le lancement du nouveau cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP® et le lancement du nouveau logo des principes de PCAP®.

Pour la troisième année de suite, la page la plus fréquemment consultée sur le site FNIGC.ca était la page Principes de PCAP® des Premières Nations, avec 151 000 pages vues (ou 27 % du nombre total de visites), soit plus du double du total de l'année précédente.



Médiaux sociaux

Historiquement, l'un des principaux moteurs de la croissance du site FNIGC.ca a été nos activités dans les médias sociaux, qui comprennent Facebook, Twitter et LinkedIn. L'unité des Communications s'est engagée à publier régulièrement du contenu (y compris des articles en collaboration avec notre agente d'application des connaissances) afin d'accroître notre réputation auprès du public des Premières Nations en ligne.

Par conséquent, nos profils sur les médias sociaux ont continué d'augmenter et d'élargir leur auditoire, ce qui a entraîné une augmentation de l'achalandage sur notre site Web et contribué à accroître l'engagement du public dans les médias sociaux.

Notre stratégie sur les médias sociaux est axée sur la création d'un engagement avec notre public des Premières Nations, ce que nous faisons en créant du contenu qui :

- exploite les données existantes du CGIPN pour mettre en lumière une cause ou un événement (par exemple, la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire, la Journée mondiale de l'eau, etc.);

- met en lumière les réalisations des membres de notre conseil d'administration, de notre directeur général ou de notre personnel;
- met en avant les nouvelles publications du CGIPN;
- fait la promotion des événements du CGIPN;
- fait connaître les possibilités de carrière au CGIPN; et
- présente des nouvelles et des événements concernant les Premières Nations qui, à notre avis, intéressent notre public.

Cette dernière catégorie comprend souvent des articles d'actualité ou des éléments liés aux questions de souveraineté des données, ainsi que des histoires sociales, culturelles et environnementales générales qui se sont avérées intéressantes pour notre public.

En 2023, nous avons également créé un certain nombre de campagnes de médias sociaux axées sur : le Mois national des populations autochtones, le lancement du nouveau cours en ligne Fondamentaux des principes de PCAP® (voir la page 26), et le 25^e anniversaire des principes de PCAP®, qui a été marqué par le dévoilement d'un nouveau logo pour les principes de PCAP®.

Performance

Daily Cumulative ⓘ



⚠ Select a date range after May 1, 2023 to see organic and ads insights.



Reach breakdown

Total
18,246 ↑ 46.6%



Répertoire des employés du CNIGC

En décembre 2023, l'unité des Communications a lancé le répertoire des employés du CGIPN, un nouveau lieu de rencontre en ligne pour les employés qui présente des profils détaillés du personnel, un organigramme intuitif et un répertoire interactif des compétences. Alimenté par l'environnement Microsoft 365 du CGIPN et construit à l'aide du logiciel OneDirectory, le nouveau répertoire interne offre aux employés un moyen facile de se trouver et de se connecter les uns aux autres d'une nouvelle manière dynamique qui a été conçue en tenant compte de la réalité du travail à distance du CGIPN.

Dans le cadre d'un effort conjoint entre les équipes des Communications et de GI-TI du CGIPN, le nouveau répertoire des employés est un répertoire visuel en ligne qui vise à favoriser une culture de collaboration sur le lieu de travail et à réduire l'écart entre les directions et les unités qui résulte de l'environnement de travail à distance de l'organisation.

Sensibilisation

Au cours de l'année 2023-2024, les communications ont repris leurs activités de sensibilisation antérieures à la COVID, en amenant le kiosque d'information du CGIPN à quatre rassemblements :

- L'Assemblée générale annuelle de l'APN à Halifax (juillet 2023)
- L'événement « Powering Up Data Sovereignty » organisé par les chefs de l'Ontario à Toronto (octobre 2023)
- L'Assemblée spéciale des chefs de l'APN à Ottawa (décembre 2023)
- La conférence nationale de l'AAFAC Canada 2024 à Winnipeg en mars 2024

Lancement du nouveau logo pour les principes de PCAP®

En juillet 2023, l'unité des Communications a orchestré le lancement public du nouveau logo du CGIPN pour les principes de PCAP® des Premières Nations à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Le lancement, qui s'inscrit dans le cadre des célébrations du 25e anniversaire des principes de PCAP® par le CGIPN et qui a lieu lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Assemblée des Premières Nations, a été l'occasion de présenter un médaillon perlé de PCAP® et de nouveaux articles promotionnels de PCAP® qui ont été dévoilés au stand du CGIPN au Cercle du commerce.

Le nouveau logo, qui reflète la nature autochtone du travail du CGIPN et utilise un motif de tambour représentant le battement de cœur de la Terre mère, a également été mis en vedette lors d'un événement spécial organisé à l'occasion du 25e anniversaire, plus tard dans la soirée, dans un lieu situé à quelques pas de l'hôtel où les principes de PCAP® ont été créés en 1998.

Guide de style en langue anglaise du CGIPN

En avril 2023, le *English Language Style Guide* du CGIPN a été dévoilé au personnel par le directeur général par intérim, **Albert Armieri**. Fruit de plus d'un an de rédaction et de consultation de la part de l'unité des Communications, le nouveau guide est conçu pour assurer la cohérence, le professionnalisme et l'adéquation culturelle des publications du CGIPN, y compris le respect des modes de connaissance et d'expression des Premières Nations sur la page.

Au cours des mois qui ont suivi sa présentation, le guide a été adopté en interne par le personnel et en externe par les contractants, ce qui a permis de rationaliser et d'améliorer le processus de rédaction, de production et de publication.



Page Wikipédia sur les principes de PCAP®

En juin 2023, le texte corrigé de l'article de Wikipédia sur les principes de PCAP® des Premières Nations a été téléversé par les modérateurs de la populaire encyclopédie en ligne. Le [nouvel article](#), qui a remplacé l'article préexistant qui contenait de nombreuses inexactitudes et faits erronés, reflète mieux l'intention, l'histoire et la création des principes de PCAP®. Cela fait suite à la publication réussie d'une [page organisationnelle pour le CGIPN](#) en mai 2022.

Application des connaissances

Créée en 2022, l'unité d'Application des connaissances du CGIPN est une reconnaissance de notre engagement continu à établir des liens avec les communautés des Premières Nations et à les soutenir. Dirigée par l'agente d'application des connaissances Briana Linton, membre de la Première Nation de Muskoday, l'unité d'Application des connaissances a fait avancer ce programme afin de garantir que nos données soient disponibles dans des formats culturellement appropriés et compréhensibles.

Au cours de l'exercice 2023-2024, l'unité des Communications du CGIPN a réalisé d'importantes avancées dans ses efforts d'application des connaissances.

Lodge du savoir du CGIPN

Après des mois de planification et de développement, l'unité des Communications a dévoilé en juillet 2023 le Lodge du savoir du CGIPN, une version nouvelle et améliorée de l'ancien outil de données en ligne du CGIPN. En plus d'un changement de marque, l'outil d'AC a été entièrement intégré au CMS WordPress du FNIGC.ca, ce qui nous a permis d'offrir une plus grande facilité d'utilisation, des visualisations sophistiquées, ainsi que davantage de formats téléchargeables et d'options de visualisation.

Au cours des mois qui ont suivi son lancement, l'unité des Communications a donné la priorité au téléversement de nouvelles données dans le Lodge du savoir du CGIPN, notamment des tableaux et des graphiques issus du projet de recherche sur le cannabis et le bien-être mental chez les Premières Nations et de la trousse d'outils communautaire.

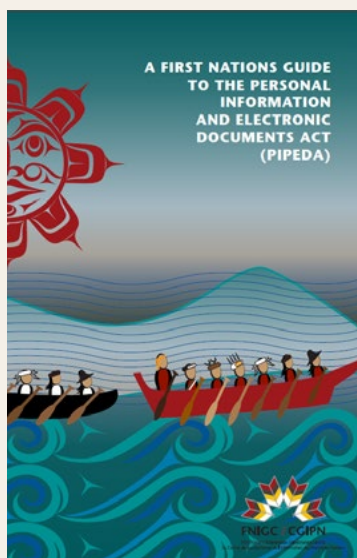


Publications

L'unité d'AC a également collaboré tout au long de l'exercice avec d'autres unités du CGIPN pour veiller à ce que les publications futures soient facilement accessibles et pertinentes pour les communautés des Premières Nations.

En juillet 2023, le document *PIPEDA Plain Language Guide for First Nations Entrepreneurs and Business Owners* a été publié (en anglais) dans la bibliothèque en ligne du CGIPN.ca. Le guide a été créé par l'unité d'AC en collaboration avec l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information dans le cadre du projet de souveraineté des données des Premières Nations et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE). Ce guide présentait des œuvres d'art de l'artiste de la côte nord-ouest kwakwaka'wakw, **Lou-Ann Neel**.

En 2023-2024, l'unité d'AC s'est engagée avec l'équipe responsable des principes de PCAP® et de la gouvernance de l'information dans la production de quatre guides uniques des Premières Nations sur la législation fédérale, notamment : le Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada, le Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur l'accès à l'information, le Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur la protection des renseignements personnels et le Guide des Premières Nations relatif à la Loi sur la statistique. Ces publications comprendront des œuvres d'art de l'artiste Anishinaabe Onyota'a:aka **Tsista Kennedy**.





NOTRE IMPACT

En tant qu'organisation des Premières Nations, le CGIPN aborde son travail dans une perspective communautaire et nationale. Cet engagement, qui est à l'origine de notre travail d'enquête très médiatisé, du cours Fondamentaux des principes de PCAP® et de la stratégie de souveraineté des données des Premières Nations, s'étend également à nos activités et à nos actions quotidiennes.

Cette section de notre rapport annuel résume les répercussions sociales de notre travail au cours de l'exercice 2023-2024. Cela comprend notre programme d'étudiants d'été et l'administration de la bourse d'études du CGIPN, qui soutient la prochaine génération de leaders des Premières Nations dans leur parcours d'études postsecondaires

PROGRAMME D'ÉTÉ POUR LES ÉTUDIANTS

Le CGIPN croit que les jeunes des Premières Nations sont la clé du succès des générations futures. À ce titre, nous sommes fiers d'avoir fourni des emplois d'été à d'excellents étudiants des collèges et universités des Premières Nations au cours des cinq dernières années.

Depuis 2019, le CGIPN a obtenu un financement pour aider à soutenir l'embauche d'étudiants postsecondaires pour chaque été. Ces étudiants sont employés dans les différentes directions de l'organisation, où ils ont bénéficié d'un mentorat professionnel et d'une précieuse expérience sur le terrain.

En 2023, le CGIPN a fait appel à sept étudiants d'été qui ont travaillé au sein de différentes unités de l'organisation entre mai et août.

- Olivia Craggs (GI-TI)
- Sophia Kirk (GI-TI)
- Morgan Trudeau (GI-TI)
- Ours Shannon (Recherche et information)
- Asher Willier (Recherche et information)
- Janelle Brown-Walkus (Recherche et information)
- Bella Nashkawa (Équipe nationale de champions des données)

Le soutien du CGIPN aux étudiants des Premières Nations va au-delà des mois d'été, plusieurs d'entre eux passant d'un emploi saisonnier à un emploi à temps plein. Cette liste d'étudiants s'allonge chaque année, et nous sommes fiers d'accueillir la prochaine génération de défenseurs de la souveraineté des données au sein de l'organisation.

Cette liste comprend à ce jour :

- Briana Linton (agent d'application des connaissances)
- Olivia Craggs (analyste de recherche subalterne)
- Kota Jade (analyste en gestion des connaissances subalterne)
- Joel Jocko (agent de recherche subalterne)

BOURSE D'ÉTUDES DU CGIPN

Créée en 2011, la [Bourse d'études nationale du CGIPN](#) est remise chaque année à des étudiants exceptionnels des Premières Nations inscrits dans un collège ou une université et étudiant dans des domaines liés à l'avancement de la souveraineté des données des Premières Nations.

Gérée par l'unité d'Éducation et de formation du CGIPN, la bourse est accordée à des lauréats choisis à la suite d'un examen des demandes par un comité établi par le [conseil d'administration du CGIPN](#).

Les récipiendaires du 13e programme annuel de bourses d'études du CGIPN sont Elizabeth Hunter, Jessica Chiblow, Kelsa Carmen et Zach Bishop. Chaque lauréat a reçu 2 500 \$ et une inscription gratuite au cours en ligne [Fondamentaux des principes de PCAP®](#) du CGIPN.



Lauréats de la bourse de 2023

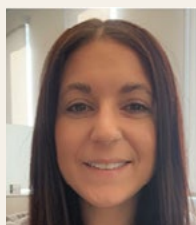


Elizabeth Hunter

Elizabeth (Liz) Hunter est membre de la Première Nation Stoney Nakoda de Goodstoney située à Mîni Thîni, en Alberta, et travaille comme analyste de recherche au Centre for Collaborative Action on Indigenous Health Governance à

l'Université Simon Fraser. En parallèle, elle poursuit des études de premier cycle en sciences de la santé avec une mineure en études autochtones.

Avec plus de cinq ans d'expérience au sein d'organisations de santé autochtone (dont un rôle récent à la First Nations Health Authority), Liz apporte une grande expertise à son travail. En outre, elle est une doula certifiée qui s'inspire des enseignements et des visions du monde autochtones. Liz s'intéresse à divers domaines, notamment l'exploration du sommeil, la santé des femmes, la durabilité, la biodiversité, le handicap, les systèmes alimentaires traditionnels et la souveraineté alimentaire autochtone. Elle se prépare à entamer un programme de maîtrise en sciences (MSc) afin d'approfondir la recherche sur le handicap chez les Autochtones.

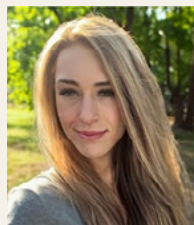


Jessica Chiblow

Jessica Chiblow, de la Première Nation de Mississauga, a récemment terminé sa deuxième année dans le programme de technologie du génie de la construction du Collège George Brown, ce qu'elle a fait tout en

jonglant avec ses responsabilités de mère monoparentale. En tant que mère célibataire de 36 ans, elle estime que la bourse d'études du CGIPN a considérablement allégé son fardeau. L'objectif de Jessica de devenir gestionnaire de projet est alimenté par une passion pour la construction et un dévouement aux pratiques durables de l'industrie de la construction.

Jessica est déterminée à exceller sur le plan académique et à contribuer à des projets novateurs qui améliorent la vie de la communauté. Elle souhaite exprimer sa sincère appréciation de l'investissement du CGIPN dans son avenir, qui non seulement allège le fardeau des dépenses, mais lui permet également de se concentrer sur ses études et ses aspirations professionnelles.

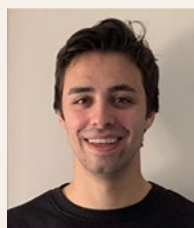


Kelsa Carmen

Kelsa Carmen, fière membre de la nation We Wai Kai (bande de Cape Mudge), est originaire de l'île de Vancouver. Enraciné dans son héritage et son éducation autochtones, son parcours dans le domaine de la santé a été motivé

par un profond sentiment de devoir répondre aux besoins urgents des communautés autochtones. Munie d'un diplôme d'infirmière auxiliaire de l'Université de l'île de Vancouver, Kelsa poursuit son parcours éducatif en obtenant un baccalauréat en sciences de la santé dans le cadre du programme d'apprentissage ouvert de l'Université Thompson Rivers.

Kelsa imagine un avenir où la prestation de soins de santé incarne une culture d'adaptation, d'inclusion et de respect. Kelsa vise à forger un avenir plus sain et plus robuste pour les communautés autochtones de l'île de Vancouver et au-delà.



Zach Bishop

Zach Bishop, étudiant autochtone et fier de l'être, est actuellement en deuxième année du programme de vol commercial et de leadership en aviation au Fanshawe College de London, en Ontario. Il est membre de la Première Nation de Rainy

River et nourrit une grande passion pour l'aviation, se destinant à une carrière dans l'aviation commerciale. Malgré les nombreux obstacles et défis, Zach reste enthousiaste à l'idée de poursuivre ses études et sa formation au pilotage. En tant qu'étudiant autochtone, il s'est engagé à faire progresser la représentation autochtone dans l'industrie aéronautique, aspirant à servir de modèle aux générations futures. Zach exprime sa profonde gratitude envers ses mentors et sa communauté pour leur soutien indéfectible dans la poursuite de ses aspirations.



CONSEIL D'ADMINISTRATION, MEMBRES, PERSONNEL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Leona Star, présidente (Manitoba)

Amber Potts, coprésidente (Assemblée des Premières Nations)

Gwen Phillips, secrétaire (Colombie-Britannique)

Martin Paul, trésorier (Saskatchewan)

Robin Thompson (Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve)

Kristeen McTavish (Yukon)

Lea Bill (Alberta)

Carmen Jones (Ontario)

Nancy Gros-Louis McHugh (Québec et Labrador)

Peter Birney (Nouveau-Brunswick et Î.-P.-É.)

Andrew Bisson (Assemblée des Premières Nations)

ORGANISATIONS MEMBRES

Régionale (vote) :

Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve : Union des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse

Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard : First Nations Education Initiative Incorporated

Québec et Labrador : Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador

Ontario : Chiefs of Ontario

Manitoba : First Nations Health and Social Secretariat of Manitoba (Nanaandawewigamig)

Saskatchewan : Federation of Sovereign Indigenous Nations

Alberta : Alberta First Nations Information Governance Centre

Colombie-Britannique : First Nations Health Council, Union of British Columbia Indian Chiefs, Sommet des Premières Nations, Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique

Territoires du Nord-Ouest : Nation dénée

Yukon : Council of Yukon First Nations

Assemblée des Premières Nations (membre sans droit de vote)

MEMBRES DU PERSONNEL DU CGIPN (ACTUELS)

Bureau exécutif

Jonathan Dewar, président-directeur général

Tania Budgell, adjointe principale à la direction

Elissa Roulette, adjointe administrative et de programmation



Services généraux

Bonnie Sowiak, directrice par intérim des services généraux

Jo-Ann Johnson, adjointe administrative

Gestion de l'information/technologie de l'information

Meghan Perry, gestionnaire principale, GI-TI

Nicholas Hancin, administrateur de TI

John Martin, analyste de GI

Wes McGraw, gestionnaire, GI-TI

Shannon Pawlick-Potts, étudiante en TI

Tristian Whalen, étudiant en TI

Finance

Tania Dube, gestionnaire des finances

Shilpa Darji, agent temporaire

Alex Lafrance, coordinateur des finances et de la paie

Liubov Petrusenko, agent temporaire

Ariel Toulouse, assistant financier

Dan Truchon, analyste financier

Atinder Vaid, analyste financier temporaire

Communications

Brad Mackay, gestionnaire des communications

Will Lafrance, agent des communications

Briana Linton, agente d'application des connaissances

Éducation et formation

Kristine Neglia, gestionnaire principale, Éducation et formation

Lorraine Cheechoo, coordinatrice, Éducation

Eva Keeshig, agente de programme, Éducation et formation

Leslie MacGregor, agente principale, Éducation

Blakely Wenjack, adjointe administrative temporaire du programme d'éducation et de formation

Ressources humaines

Leanne Hunter, gestionnaire des ressources humaines

Lainey Blood, coordinatrice des ressources humaines

Tabitha Bouchard, adjointe administrative des ressources humaines

Coordination des enquêtes nationales

Erin Corston, directrice et responsable exécutive, équipe nationale des champions des données

Olivia Craggs, analyste de recherche subalterne

Gonzague Guéranger, responsable de la mise en œuvre, équipe nationale des champions des données

Donna Lyons, gestionnaire du développement des capacités en matière de données

Bella Nashkawa, étudiante adjointe administrative, SGDPN

Ember Sarazin, coordinatrice de projet, coordination de la stratégie nationale



Recherche et information

Albert Armieri, directeur de la recherche et de l'information

James Allen, analyste de recherche

Kayla Boileau, agente de recherche et de mobilisation

Katrina Brant, coordinatrice de programme

Aaron Franks, responsable de la recherche

Lyndsy Gracie, agente de programme

Kota Jade, analyste subalterne en gestion des connaissances

Xuejing Jiang, analyste de données statistiques

Joel Jocko, analyste subalterne en recherche

Sadia Khan, agente de recherche qualitative

Kyla Marcoux, conseillère stratégique principale

Claudia Meness, gestionnaire de recherche

Amy Nahwegabow, conseillère principale en recherche

Drew Pihlanen, gestionnaire de programme, Centre de données des Premières Nations

Xinyu Qiao, analyste de données statistiques

Alana Roscoe, gestionnaire, Gestion des connaissances, recherche et information

Maria Santos, gestionnaire principale, Initiatives de données sur la santé publique et Centre de données des Premières Nations

Nicolas Spagnolo, analyste des données statistiques

Micere Thuku, Gestionnaire des enquêtes par intérim

Asher Willier, chercheur étudiant d'été

Katie Wood, gestionnaire principale, Initiatives d'enquête



ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

Independent Auditor's Report



To the Members of The First Nations Information Governance Centre:

Opinion

We have audited the financial statements of The First Nations Information Governance Centre (the "Organization"), which comprise the statement of financial position as at March 31, 2024, and the statements of operations, changes in net assets, cash flows and the related schedules for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Organization as at March 31, 2024, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Organization in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Organization's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Organization or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Organization's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.



- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Organization's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Organization's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Organization to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Ottawa, Ontario

September 4, 2024

MNP LLP

Chartered Professional Accountants

Licensed Public Accountants




The First Nations Information Governance Centre Statement of Financial Position

As at March 31, 2024

	2024	2023
Assets		
Current		
Cash	26,834,531	24,755,611
Term deposit (Note 3)	656,453	639,051
Accounts receivable (Note 4)	810,192	638,885
Prepaid expenses	123,637	106,732
	28,424,813	26,140,279
Tangible capital assets (Note 5)	70,145	48,873
	28,494,958	26,189,152
Liabilities		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities (Note 6)	740,540	1,760,660
Deferred contributions (Note 7)	26,010,030	23,625,725
	26,750,570	25,386,385
Deferred lease inducement	23,211	32,094
	26,773,781	25,418,479
Contingencies (Note 11)		
Commitments (Note 13)		
Net Assets		
Internally restricted (Note 8)	625,683	625,683
Unrestricted	1,095,494	144,990
	1,721,177	770,673
	28,494,958	26,189,152

Approved on behalf of the Board of Directors



Director



Director



The First Nations Information Governance Centre Statement of Operations

For the year ended March 31, 2024

	2024	2023
Revenue		
Government funding		
Indigenous Services Canada (Note 9)	29,561,538	16,903,032
Health Canada	546,007	5,472,748
Standards Council of Canada	137,151	9,649
Canadian Institutes of Health Research	87,320	32,407
Social Sciences and Humanities Research Council	41,315	-
Office of the Privacy Commissioner of Canada	-	50,000
Employment and Social Development Canada	-	(3,489)
OCAP® Training	1,439,728	603,140
Interest	1,278,894	522,147
Other revenue	75,118	2,070
University of Northern British Columbia	59,169	180,355
First Nations Data Centre	54,743	1,500
Mental Health Commission of Canada	4,087	28,956
Genome Canada	3,274	-
Assembly of First Nations	-	130,295
	33,288,344	23,932,810
Expenses		
Regional service delivery	24,373,684	17,515,425
Salaries and benefits	5,169,651	4,116,285
Professional fees	989,394	984,079
Travel and meetings	754,892	226,993
Telecommunications and technical support	365,848	302,524
Rent and occupancy costs	228,125	236,984
Software and licensing	118,438	138,394
Communications and printing	113,039	90,758
Office supplies, postage and courier	74,425	108,494
Bank charges	46,327	20,436
Translation and interpretation	40,994	24,694
Equipment purchases and maintenance	35,770	121,263
Insurance	17,231	12,642
Amortization of tangible capital assets	10,022	7,781
	32,337,840	23,906,752
Excess of revenue over expenses	950,504	26,058



The First Nations Information Governance Centre Statement of Changes in Net Assets

For the year ended March 31, 2024

	<i>Internally restricted</i>	<i>Unrestricted</i>	2024	2023
Net assets, beginning of year	625,683	144,990	770,673	744,615
Excess of revenue over expenses	-	950,504	950,504	26,058
Net assets, end of year	625,683	1,095,494	1,721,177	770,673



The First Nations Information Governance Centre
Statement of Cash Flows
For the year ended March 31, 2024

	2024	2023
Cash provided by (used for) the following activities		
Operating		
Excess of revenue over expenses	950,504	26,058
Amortization of tangible capital assets	10,022	7,781
Amortization revenue for deferred contributions related to tangible capital assets	-	(8,829)
Deferred lease inducement	(8,883)	(8,883)
Loss on disposal of tangible capital assets	4,239	-
	955,882	16,127
Changes in working capital accounts		
Accounts receivable	(171,307)	(433,651)
Prepaid expenses	(16,905)	(41,290)
Accounts payable and accrued liabilities	(1,020,120)	1,138,757
Deferred contributions	2,384,305	16,886,945
	2,131,855	17,566,888
Investing		
Purchase of tangible capital assets	(35,533)	(32,163)
Purchase of term deposit	(656,453)	(639,051)
Redemption of term deposit	639,051	627,723
	(52,935)	(43,491)
Increase in cash	2,078,920	17,523,397
Cash, beginning of year	24,755,611	7,232,214
Cash, end of year	26,834,531	24,755,611



The First Nations Information Governance Centre

Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31, 2024

1. Incorporation and nature of the organization

The First Nations Information Governance Centre (the "Organization") is a not-for-profit organization incorporated without share capital under the Canada Not-for-profit Corporations Act. The mandate of the Organization is to provide credible and relevant information on First Nations using the highest standards of data research practices, while respecting the rights of First Nations self determination for research and information management.

The Organization receives funding under various agreements with the Government of Canada and other contributors, which it distributes to its members across Canada and to other organizations that carry out the projects intended to fulfil this mandate. The Organization is exempt from income taxes under paragraph 149(1)(l) of the Income Tax Act.

2. Significant accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations set out in Part III of the CPA Canada Handbook - Accounting, as issued by the Accounting Standards Board in Canada and include the following significant accounting policies:

Revenue recognition

The Organization follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted contributions, including government funding and other grants, are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

First Nations Data Centre revenues are recognized when the data is transferred to the purchaser. OCAP® Training revenue is recognized upon registration for the on-line course or completion of the related presentation.

Unrestricted investment income is recognized as revenue when earned.

Deferred contributions related to tangible capital assets

Deferred contributions related to tangible capital assets represent the unamortized portion of contributed capital assets and restricted contributions that were used to purchase the Organization's capital assets. Recognition of these amounts as revenue is deferred to periods when the related capital assets are amortized.

Contributed services

Volunteers contribute numerous hours per year to assist the Organization in carrying out its service delivery activities. Because of the difficulty of determining their fair value, contributed services are not recognized in the financial statements.

Allocation of expenses

In the program schedules, the Organization allocates administrative expenses from the general and administration operations to programs based upon allowable amounts in the program funding agreements.

Employee future benefits

The Organization's employee future benefit program consists of a defined contribution pension plan. Employer contributions towards the plan in the year totalled \$298,860 (2023 - \$215,518).

Financial instruments

The Organization recognizes financial instruments when the Organization becomes party to the contractual provisions of the financial instrument.

Arm's length financial instruments

Financial instruments originated/acquired or issued/assumed in an arm's length transaction ("arm's length financial instruments") are initially recorded at their fair value.

At initial recognition, the Organization may irrevocably elect to subsequently measure any arm's length financial instrument at fair value. The Organization has not made such an election during the year.

The Organization subsequently measures all its arm's length financial assets and liabilities at amortized cost.



The First Nations Information Governance Centre

Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31, 2024

2. Significant accounting policies (Continued from previous page)

Transaction costs and financing fees are added to the carrying amount for those financial instruments subsequently measured at cost or amortized cost.

Financial asset impairment

The Organization assesses impairment of all its financial assets measured at cost or amortized cost. Management considers whether the issuer is having significant financial difficulty; whether there has been a breach in contract, such as a default or delinquency in interest or principal payments in determining whether objective evidence of impairment exists. When there is an indication of impairment, the Organization determines whether it has resulted in a significant adverse change in the expected timing or amount of future cash flows during the year.

The Organization reduces the carrying amount of any impaired financial assets to the highest of: the present value of cash flows expected to be generated by holding the assets; the amount that could be realized by selling the assets at the statement of financial position date; and the amount expected to be realized by exercising any rights to collateral held against those assets.

Any impairment, which is not considered temporary, is included in current year excess of revenue over expenses.

The Organization reverses impairment losses on financial assets when there is a decrease in impairment and the decrease can be objectively related to an event occurring after the impairment loss was recognized. The amount of the reversal is recognized in excess of revenue over expenses in the year the reversal occurs.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include balances with banks and short-term investments with maturities of three months or less.

Tangible capital assets

Purchased tangible capital assets are recorded at cost less accumulated amortization. Contributed tangible capital assets are recorded at fair value at the date of contribution plus all costs directly attributable to the acquisition.

Amortization is provided at rates intended to amortize the cost of assets over their estimated useful lives.

	Method	Rate
Computer equipment	declining balance	30 %
Computer software	declining balance	50 %
Furniture and equipment	declining balance	20 %
Leasehold improvements	straight-line	over the term of the lease

Long-lived assets

Long-lived assets consist of tangible capital assets. Long-lived assets held for use are measured and amortized as described in the applicable accounting policies.

The Organization writes down long-lived assets held for use when conditions indicate that the asset no longer contributes to the Organization's ability to provide goods and services. The assets are also written-down when the value of future economic benefits or service potential associated with the asset is less than its net carrying amount. When the Organization determines that a long-lived asset is impaired, its carrying amount is written down to the asset's fair value.



The First Nations Information Governance Centre
Notes to the Financial Statements
For the year ended March 31, 2024

2. Significant accounting policies (Continued from previous page)

Measurement uncertainty

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period.

Accounts receivable are stated after evaluation as to their collectibility and an appropriate allowance for doubtful accounts is provided where considered necessary. Amortization is based on the estimated useful lives of capital assets. Deferred contributions are based upon interpretation of funding agreements and other criteria established in agreement with the related funding agency.

By their nature, these judgments are subject to measurement uncertainty, and the effect on the financial statements of changes in such estimates and assumptions in future years could be significant. These estimates and assumptions are reviewed periodically and, as adjustments become necessary they are reported in deficiency of revenue over expenses in the years in which they become known.

3. Term deposit

The term deposit earns interest at 5.30% (2023 - 4.86%) and matures May 2024 (2023 - November 2023).

4. Accounts receivable

	2024	2023
Registrations receivable	421,611	211,683
Grants receivable	178,603	220,695
Harmonized sales tax recoverable	125,363	151,309
Other receivables	84,615	55,198
	810,192	638,885

5. Tangible capital assets

	Cost	Accumulated amortization	2024 Net book value	2023 Net book value
Computer equipment	254,721	219,187	35,534	-
Furniture and equipment	50,328	26,361	23,967	35,258
Leasehold improvements	30,447	19,803	10,644	13,615
Computer software	8,379	8,379	-	-
	343,875	273,730	70,145	48,873



The First Nations Information Governance Centre Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31, 2024

6. Accounts payable and accrued liabilities

	2024	2023
Trade payables	393,607	1,347,416
Grants repayable to funding agencies	100,081	-
Accrued expenses	91,362	259,600
Accrued wages	89,512	87,736
Quebec sales tax payable	65,978	65,908
	740,540	1,760,660

7. Deferred contributions

Deferred contributions consist of unspent contributions externally restricted for the delivery of certain programs. Recognition of these amounts as revenue is deferred to periods when the specified expenditures are made. Changes in the deferred contribution balance are as follows:

	Balance, beginning of year	Amounts received during the year	Amounts recognized as revenue in the year	Excess contributions repaid or repayable	2024 Balance, end of year	2023
COVID-19/ Safe Restart (ISC)	11,169,134	386,000	(5,102,731)	-	6,452,403	11,169,134
FNDGS Phase 1 (ISC)	5,077,969	19,784,488	(12,790,186)	-	12,072,271	5,077,969
FNRHS (ISC)	3,623,773	4,898,575	(6,482,196)	-	2,040,152	3,623,773
FNRSS (ISC)	2,274,437	5,000,000	(4,312,290)	-	2,962,147	2,274,437
Health Systems Capacity	-	939,747	(7,110)	-	932,637	-
Mental Wellness (ISC)	192,001	-	(75,990)	-	116,011	192,001
Mental Wellness Surveys (ISC)	-	419,755	(21,747)	-	398,008	-
FNDGS Bridge (ISC)	164,272	-	(64,670)	-	99,602	164,272
SPP (ISC)	132,042	-	(92,046)	-	39,996	132,042
FNIYES (ISC)	-	65,857	(56,240)	-	9,617	-
MMIWG (ISC)	(4,933)	490,560	(500,751)	-	(15,124)	(4,933)
Jordan's Principle (ISC)	34,078	-	(34,078)	-	-	34,078
NOBF (ISC)	26,880	-	(21,504)	(5,376)	-	26,880
Safe Restart (HC)	587,881	16,102	(548,109)	(55,874)	-	587,881
Canadian Institute of Health Research	113,426	250,000	(87,320)	-	276,106	113,426
Other funding	234,765	680,988	(245,342)	(44,207)	626,204	234,765
Balance, end of year	23,625,725	32,932,072	(30,442,310)	(105,457)	26,010,030	23,625,725



The First Nations Information Governance Centre Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31, 2024

8. Restrictions on net assets

Internally restricted net assets

The Organization's board of directors has internally restricted \$625,683 (2023 – \$625,683) of unrestricted net assets to be held as a contingency fund. These internally restricted amounts are not available for other purposes without approval of the board of directors.

9. Department of Indigenous Services Canada funding reconciliation

	2024	2023
Department of Indigenous Services Canada funding per confirmation	31,432,572	33,241,231
Funds not received or utilized in the year	(324,150)	(490,560)
Prior year funds received in the year	490,560	179,760
Deferred contributions - beginning of year	22,689,652	6,432,253
Recovery of unspent funds	(5,376)	-
Interest earned on COVID-19/ Safe Restart funding	386,000	230,000
Deferred contributions - end of year	(25,107,720)	(22,689,652)
	29,561,538	16,903,032

10. Economic dependence

The Organization's primary source of revenue is government funding. The Organization receives 90% (2023 - 93%) of its revenues from Indigenous Services Canada and Health Canada. The Organization's ability to continue viable operations is dependent upon maintaining its compliance with the criteria within its funding agreements. As at the date of these financial statements the Organization believes that it is in compliance with the agreements.

11. Contingencies

Expenses incurred by members and other organizations may be subject to audit to ensure compliance with the underlying funding agreements of the Organization. Such audits may result in adjustments to amounts to which the Organization is entitled and therefore result in a portion of amounts recognized as revenue to be repaid to the funder. Management believes that the Organization has no material repayment obligation, if any, related to amounts distributed to recipient organizations.

12. Financial instruments

The Organization, as part of its operations, carries a number of financial instruments. It is management's opinion that the Organization is not exposed to significant interest, currency, credit, liquidity or other price risks arising from these financial instruments except as otherwise disclosed.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value or future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. Fixed rate instruments subject the Organization to a fair value risk while variable rate instruments subject it to a cash flow risk. The Organization is exposed to this risk for its investments in term deposits. The risk associated with investments is reduced to a minimum since these assets are invested in large financial institutions and represent short-term maturities.

Credit risk

The Organization is exposed to credit risk with respect to trade receivables. The Organization assesses, on a continuous basis, trade receivables based on the nature of the related contributor or customer. The Organization is also exposed to credit risk arising from all of its bank accounts being held at one financial institution and deposits are only insured up to \$100,000.



The First Nations Information Governance Centre Notes to the Financial Statements

For the year ended March 31, 2024

13. Commitments

The Organization has various operating leases for its premises and equipment, expiring in May 2025, and October 2027. Future minimum lease payments over the remaining terms of its leases are as follows:

2025	392,822
2026	244,210
2027	243,739
2028	142,181
	<hr/>
	1,022,952

The Organization has also signed commitments for regional service delivery payments in future years as follows:

2025	31,489,681
2026	6,921,229
2027	356,520
	<hr/>
	38,767,430

14. Comparative figures

Certain comparative figures have been reclassified to conform with current year presentation.





IN MEMORIAM



Le CGIPN tient à souligner le décès d'Alex LaFrance, un employé de longue date de l'organisation qui était basé à Akwesasne. Connue pour son humour, son intelligence, sa gentillesse et sa nature réfléchie, Alex apportait un sentiment de chaleur et de joie à ceux qui l'entouraient, et il est rapidement devenu un membre précieux de notre équipe des finances.

Alex avait l'esprit aventureux et s'épanouissait en plein air. Il aimait camper, explorer de nouveaux endroits et faire des excursions spontanées. Cependant, de toutes ses passions, celle qui lui tenait le plus à cœur était celle d'être père. Alex adorait passer du temps avec ses enfants, et il était évident que ce rôle lui procurait la plus grande joie.

Sa disparition laisse un vide profond au sein du CGIPN, et nous adressons nos condoléances à sa famille, à ses amis et à sa communauté d'origine.